



## L'essor de la Chine et de l'Inde : Quels enjeux pour l'Afrique ?

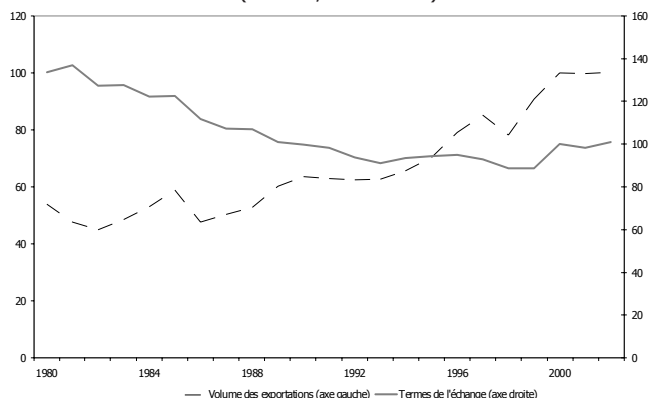
par Andrea Goldstein, Nicolas Pinaud et Helmut Reisen

- La forte demande d'énergie et de minerais par la Chine et l'Inde a poussé à la hausse les prix internationaux des matières premières, ainsi que le volume et la valeur des exportations africaines;
- La Chine notamment est devenue le partenaire principal de plusieurs pays africains: elle leur fournit des produits manufacturés bon marché et réduit leur dépendance à l'égard de leurs partenaires commerciaux traditionnels;
- Cependant, au-delà de l'impact positif que les géants asiatiques ont eu sur les exportations, les termes de l'échange et la croissance du continent, ce dernier pourrait devenir plus dépendant encore des matières premières, souffrir davantage des activités de recherche qui en accompagnent généralement l'exploitation et compromettre une réduction durable de la pauvreté.

Depuis 2001, la Chine et l'Inde ont à elles seules et conjointement représenté environ 30 pour cent de la croissance de la production mondiale. Elles ont ainsi contribué à maintenir cette dernière au-dessus de 4 pour cent (annuel), un seuil à partir duquel, en principe, une amélioration des termes de l'échange des producteurs de produits primaires intervient. En investissant massivement leurs énormes réserves de change dans des titres de dette des États-Unis, les pays d'Asie ont également contribué à la fois à maintenir à un bas niveau les taux d'intérêt américains (et donc les taux d'intérêt globaux) et à soutenir le prix des matières premières.

Dans ces conditions, les producteurs de matières premières d'Afrique subsaharienne ont bénéficié d'une demande mondiale en augmentation pour leurs exportations et d'une amélioration de leurs termes de l'échange (Figure 1). Leurs

Figure 1. Termes de l'échange de et volumes exportés par l'Afrique, 1980-2002  
(Indices, 2000=100)

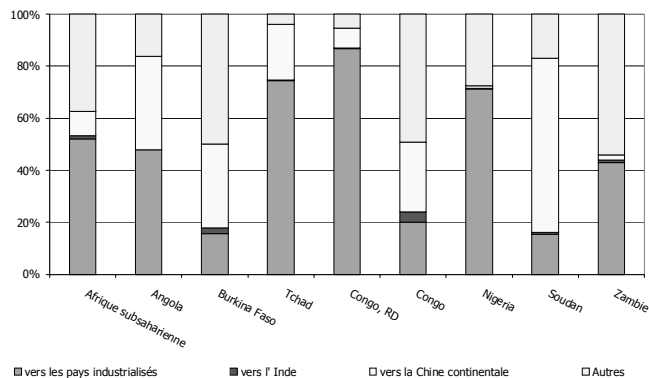


Source : estimations des auteurs.

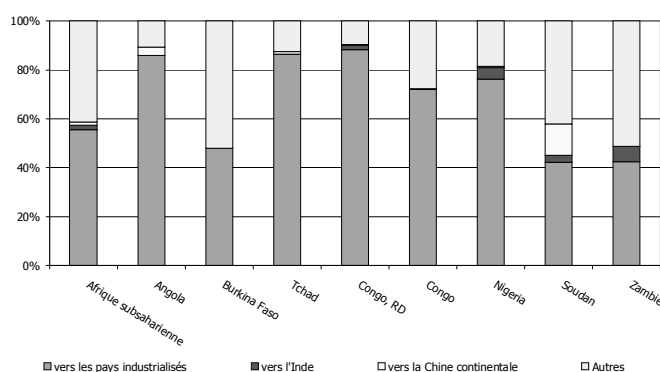
\* Repères n° 19 est basé sur l'étude éponyme : *L'essor de la Chine et de l'Inde : Quels enjeux pour l'Afrique*  
[www.oecd.org/dev/publications/chindaf](http://www.oecd.org/dev/publications/chindaf)

Les opinions exprimées dans cet exposé sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'OCDE, du Centre de développement ou de leurs pays membres

Figure 2. Destinations des exportations pour une sélection de pays africains en 2004 (%)



Destinations des exportations pour une sélection de pays africains en 1995 (%)



Source : estimations des auteurs.

performances de croissance s'en sont ainsi trouvées stimulées sur la période 2001-2004 (4.2 pour cent en moyenne annuelle) par comparaison avec la période 1996-2000 (3.3 pour cent). Dans le même temps, la Chine et l'Inde, en raison de leur appétit de matières premières, devenaient des débouchés de première importance pour les produits primaires africains, contribuant ainsi à diversifier les partenaires commerciaux du continent (Figure 2). Les importations bon marché en provenance de Chine (et dans une moindre mesure d'Inde) vers le continent ont également crû de manière rapide: les citoyens d'Afrique subsaharienne ont ainsi bénéficié de produits de consommation moins onéreux et les entreprises africaines de bien d'équipement meilleur marché.

Ce scénario est-il pour autant une bénédiction pour l'Afrique subsaharienne? A première vue, tel semble être le cas, si l'on en juge par l'ampleur de l'impact de la croissance chinoise sur le marché des matières premières et par les besoins du continent africain, continent qui demeure à la remorque des autres régions du monde en matière de développement économique et de réduction de la pauvreté. Il n'en reste pas moins que des politiques adaptées et prudentes doivent être élaborées pour tirer le meilleur parti de ces évolutions, c'est-à-dire pour favoriser un développement durable sur un continent généralement fragile sur le plan socio-économique.

L'Afrique dispose de puissantes industries extractives dans les hydrocarbures et les minerais. Elle dispose également d'une importante industrie du bois. Mais, l'approfondissement de cette spécialisation pourrait être préjudiciable au continent, notamment parce qu'elle pourrait constituer un obstacle au développement d'un secteur manufacturier conséquent en absorbant les (rares) ressources financières disponibles et en contribuant à une appréciation réelle des devises des pays africains producteurs de matières premières (phénomène habituellement désigné par l'expression « syndrome hollandais »). Par ailleurs, des stratégies de développement économique uniquement fondées sur l'exploitation de ces dernières risquent de n'avoir qu'un impact limité – si tant est qu'elles en aient – sur la pauvreté: ainsi, si l'exploitation des ressources naturelles est de nature à augmenter le revenu national, elle est souvent peu créatrice d'emplois pour les non-qualifiés compte tenu de son caractère très capitalistique. L'Afrique doit donc éviter les phénomènes de syndrome hollandais en tirant notamment le meilleur parti possible des revenus exceptionnels liés aux exportations de matières premières et en promouvant le développement de secteurs intensifs en main-d'œuvre.

A cet égard, une amélioration de l'articulation entre les politiques monétaire et budgétaire est indispensable. Afin de sortir d'une dépendance excessive, facteur de risque et de vulnérabilité, à l'égard d'activités d'exploitation des ressources naturelles peu créatrices d'emplois, la manne générée par le cours élevé des matières premières devra être gérée avec circonspection, c'est-à-dire de manière à

favoriser l'émergence d'activités intensives en main-d'œuvre et d'activités de services. Les autorités monétaires devront en particulier prendre des mesures afin d'éviter une appréciation réelle des monnaies locales qui pénaliserait les industries locales autres que celles opérant dans le secteur des matières premières. De leur côté, les autorités doivent éviter de mener une politique budgétaire qui se solde par une consommation publique excessive de biens non-échangeables et par une hausse du prix de ces derniers. L'investissement à l'étranger d'une partie de la manne associée aux matières premières peut également constituer un moyen de protéger l'économie locale contre les effets de syndrome hollandais.

La diversification des économies africaines est également primordiale. Certes, l'Inde et la Chine se sont imposées comme des acteurs de premier plan dans les secteurs à technologies relativement peu avancées et à forte intensité de main-d'œuvre – tel le vêtement – dans lesquels, précisément, certains pays d'Afrique auraient pu développer des avantages comparatifs et avaient du reste commencé à développer des capacités de production. Il n'en demeure pas moins que des opportunités existent pour les pays africains de tirer parti de la montée en puissance des géants asiatiques. Par exemple, les producteurs de coton d'Afrique de l'Ouest ont vu leurs exportations vers la Chine stimulées par le démantèlement de l'accord multifibres et par la croissance rapide de l'industrie textile chinoise qui s'en est suivie. Et puisque, sur le continent africain, la culture du coton est essentiellement assurée par des petits exploitants, le dynamisme des exportations de coton peut avoir des effets positifs sur l'ensemble de l'économie et des retombées importantes en matière de réduction de la pauvreté. Par ailleurs, Maurice, dont la main-d'œuvre est qualifiée et les infrastructures fiables, a bénéficié d'importants investissements de firmes indiennes de logiciel qui y ont installé leurs centres de sauvegarde de données. A l'avenir, il est possible que les producteurs de fruits et légumes frais d'Afrique de l'Est parviennent à tirer parti des changements qui ne manqueront pas d'intervenir dans les habitudes alimentaires des consommateurs chinois et indiens à mesure que ces derniers convergeront vers celles des consommateurs des pays industrialisés. De même, un pays comme l'Afrique du Sud pourrait devenir un fournisseur de produits agroalimentaires, de vin, d'automobiles, d'équipements portuaires, de technologies de liquéfaction du charbon et de produits chimiques.

Au-delà de la problématique de la diversification, la création de liens horizontaux et verticaux entre les industries de matières premières et le reste de l'économie est essentielle. Les secteurs du bois et des minerais peuvent ainsi favoriser le développement d'autres industries (d'équipement par exemple) et être une source d'opportunités pour certains secteurs des services. Les industries des ressources naturelles peuvent également favoriser le transfert de savoir-faire, d'expertise et de technologies.

[www.oecd.org/dev/reperes](http://www.oecd.org/dev/reperes)

Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : [www.oecd.org/dev](http://www.oecd.org/dev)

Centre de développement de l'OCDE  
2, rue André-Pascal,  
75775 Paris Cedex 16, France  
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00  
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49  
mél : [dev.contact@oecd.org](mailto:dev.contact@oecd.org)